

5.4 Revenus des ménages

En 2009, la progression du **revenu disponible des ménages** ralentit à + 1,0 %, après + 3,2 % en 2008. Dans le même temps, le prix de la dépense de consommation des ménages ralentit davantage (- 0,6 % après + 2,9 %). En conséquence, le **pouvoir d'achat** des ménages accélère : il progresse de 1,6 % contre + 0,4 % l'an passé. Cette évolution porte sur la masse globale des revenus perçus par les ménages. Le pouvoir d'achat au niveau individuel, c'est-à-dire rapporté au nombre total d'**unités de consommation** dans la population, progresse en 2009 (0,8 % pour le RDB et 0,9 % pour le **revenu arbitral**). En valeur, le ralentissement de 2,2 points du revenu disponible des ménages est imputable à la décélération des revenus nets d'activité (contribution de - 2,3 points) et des revenus du patrimoine (- 1,5 point). En revanche, le recul des impôts sur le revenu et l'accélération des **prestations sociales** atténuent ce ralentissement (respectivement de + 1,2 point et de + 0,5 point).

La masse salariale nette recule en valeur de 0,2 % après + 3,3 % en 2008. Deux raisons principales expliquent ce repli : d'une part, avec le retournement sur le marché du travail, l'emploi salarié recule de 1,4 % après + 0,6 % en 2008 ; d'autre part, le salaire net moyen par tête ralentit (+ 1,3 % en 2009 contre + 2,7 % en 2008). De même, les revenus des entrepreneurs individuels diminuent de 3,9 %, après + 1,5 % en 2008.

Le solde net des intérêts reçus par les ménages se détériore fortement après s'être légèrement amélioré en 2008. En effet, la baisse des taux de marché se répercute davantage sur la rémunération des dépôts des ménages que sur les intérêts qu'ils versent sur leurs crédits, immobiliers notamment. En outre, cette baisse des taux conduit à diminuer fortement la marge financière que réalisent les banques sur les dépôts des ménages. Or, cette marge est considérée en comptabilité nationale comme un supplément d'intérêts qui vient abonder le revenu des ménages, et qui retourne aux banques par le biais d'une dépense de consommation de service d'intermédiation financière. Par ailleurs, les dividendes reçus par les ménages diminuent de 2,8 %, après + 4,4 % en 2008.

En 2009, les impôts sur le revenu et sur le patrimoine payés par les ménages diminuent de 4,4 % après + 5,0 % en 2008. L'impôt sur le revenu est affecté par la baisse des plus-values sur valeurs mobilières observée l'an passé et par la suppression, pour les ménages modestes, des deux derniers tiers provisionnels de l'impôt dû en 2009. Il est également affecté par la montée en charge des exonérations au titre des heures supplémentaires et du crédit d'impôt au titre des intérêts d'emprunts immobiliers. La contribution sociale généralisée recule sous l'effet de la baisse des revenus du capital et de la stagnation de la masse salariale. ■

Définitions

Pouvoir d'achat : le pouvoir d'achat du revenu est la quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec le revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat peut augmenter.

Revenu primaire : revenu directement lié à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales. Ces revenus comprennent aussi des revenus de la propriété résultant du prêt ou de la location d'actifs financiers ou de terrains (intérêts, dividendes, revenus fonciers...).

Déflateur, dépenses pré-engagées, prestations sociales (ou transferts sociaux), revenu arbitral, revenu disponible des ménages, revenu mixte, unité de consommation : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les revenus d'activité des indépendants du commerce, de l'industrie, du BTP et des services en 2007 », *Insee Première* n° 1306, juillet 2010.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2010.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2010.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Du revenu primaire au revenu disponible brut des ménages

en % du revenu primaire

	1960	1970	1980	1990	2000	2008 (r)	2009 (p)
Revenu primaire brut (en milliards d'euros)	34,2	92,7	340,1	753,9	1 059,3	1 439,6	1 431,2
Revenu primaire brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	33,6	27,5	20,9	20,5	19,8	20,5	20,0
Rémunération des salariés	61,3	67,1	73,3	71,0	71,2	70,4	70,9
Revenus du patrimoine	5,1	5,4	5,8	8,5	9,0	9,1	9,1
- Transferts nets de redistribution	- 5,1	- 8,5	- 11,7	- 11,8	- 12,9	- 11,0	- 9,6
Prestations sociales reçues	15,5	18,3	22,1	25,0	25,8	26,3	27,8
Cotisations sociales versées	- 16,7	- 21,2	- 27,4	- 30,3	- 27,3	- 27,2	- 27,6
Impôts sur le revenu et le patrimoine	- 4,4	- 5,5	- 6,9	- 7,6	- 12,6	- 11,6	- 11,2
Autres transferts courants	0,5	- 0,1	0,5	1,1	1,2	1,6	1,4
= Revenu disponible brut	94,9	91,5	88,3	88,2	87,1	89,0	90,4
Revenu disponible brut (en milliards d'euros)	32,4	84,8	300,1	665,0	923,0	1 280,6	1 293,8

Champ : y compris entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Revenu disponible brut des ménages et évolution du pouvoir d'achat

en %

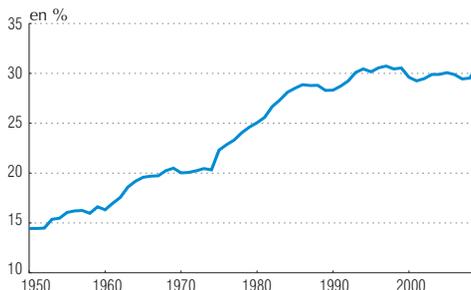
	1960	1970	1980	1990	2000 (r)	2008 (r)	2009
Revenu disponible brut (RDB) en milliards d'euros	32,4	84,8	300,1	665,0	923,0	1 280,6	1 293,8
Évolution du revenu disponible brut	11,6	12,5	13,7	6,3	5,7	3,2	1,0
Évolution des prix de la dépense de consommation	3,3	5,2	12,9	2,7	2,3	2,9	- 0,6
Évolution du pouvoir d'achat du RDB ¹	8,0	7,0	0,7	3,5	3,4	0,4	1,6
Évolution du pouvoir d'achat par personne	7,0	6,1	0,2	3,0	2,8	- 0,2	1,1
Évolution du pouvoir d'achat par ménage	7,0	5,1	- 0,7	2,3	2,1	- 0,7	0,4
Évolution du pouvoir d'achat par unité de consommation	7,1	5,8	- 0,1	2,8	2,8	- 0,4	0,8

1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

Champ : y compris entreprises individuelles.

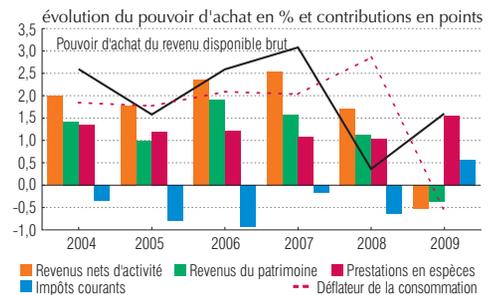
Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Part des prestations sociales dans le revenu disponible brut des ménages



Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Revenu disponible des ménages par habitant dans l'Union européenne en 2008

	Revenu médian			Revenu médian			Revenu médian	
	en euros	en SPA ¹		en euros	en SPA ¹		en euros	en SPA ¹
Allemagne	18 254	17 712	France	17 564	16 223	Pays-Bas	19 490	18 857
Autriche	19 011	18 746	Grèce	10 800	12 082	Pologne	4 155	6 525
Belgique	17 979	16 910	Hongrie	4 399	6 655	Portugal	8 130	9 614
Bulgarie	2 171	4 668	Irlande	22 933	18 249	Rép. tchèque	6 064	9 714
Chypre	16 703	18 892	Italie	15 637	15 055	Roumanie	1 954	3 179
Danemark	24 161	17 548	Lettonie	4 832	7 338	Royaume-Uni	21 836	19 394
Espagne	12 922	13 985	Lituanie	4 169	6 993	Slovaquie	4 792	6 734
Estonie	5 547	7 754	Luxembourg	30 917	27 508	Slovénie	10 892	13 991
Finlande	19 666	16 054	Malte	9 547	12 638	Suède	20 296	17 296

1. Standard de pouvoir d'achat : monnaie commune artificielle garantissant une comparabilité de pouvoir d'achat des différentes monnaies nationales.

Source : Eurostat.